

Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse. Tome VIII: Les Années de guerre

Autor(en): **Aguet, Jean-Pierre**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **8 (1958)**

Heft 1

PDF erstellt am: **24.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

wenn sie der politischen Realität nicht entsprechen, doch eben in ihrer Art aufschlußreich sind. Wir wären dankbar, diese Ergänzung in einer späteren Auflage vorzufinden.

Basel

E. Gruner

Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse. Tome VIII: Les Années de guerre.
Paris, Plon, 1957, livre I: 4 septembre—30 décembre 1939, III + 499 p.;
livre II: 2 janvier—18 mars 1940, 351 p.

La lecture des 500 documents diplomatiques contenus dans cette nouvelle tranche des *Archives secrètes de la Wilhelmstrasse* — collection publiée, on le sait, sur l'initiative des puissances occidentales d'occupation en Allemagne par une commission d'historiens britanniques, français et américains — présente un intérêt tout particulier: ne permettent-ils pas, en effet, de se faire une idée plus complète de l'action de la diplomatie allemande pendant les six mois et demi qui s'écoulèrent entre les déclarations de guerre franco-britanniques au Reich hitlérien et l'entrevue d'Hitler avec Mussolini au Brenner, le 18 mars 1940? Si ces textes n'apportent rien de radicalement inédit, ils fournissent nombre de renseignements et permettront par conséquent de donner une vue plus précise des développements successifs d'une diplomatie de guerre totale. Plus de 150 documents, notamment, concernent les relations avec l'U. R. S. S., qui viennent ajouter des éléments nouveaux à ceux recueillis dans des publications antérieures, faites hâtivement à des fins plus de propagande que d'édification scientifique.

Au travers de cette période de «drôle de guerre», on peut suivre la diplomatie allemande engagée dans la solution de problèmes posés à un pays en guerre, qui entend mener celle-ci, par tous les moyens, jusqu'à la victoire finale, mais qui doit composer cependant avec certaines nécessités contradictoires. D'une part, se manifeste une volonté stratégique, sans cesse affirmée, de combattre jusqu'à l'élimination de l'ennemi, d'autre part, une tactique qui cherche à jouer au mieux avec les circonstances de l'hiver 1939—1940. Du premier élément, les «directives pour la conduite de la guerre» signées d'Hitler, rendent compte mieux qu'aucun autre document: en septembre 1939, terminer la campagne de Pologne, régler l'action de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine à l'Ouest; en octobre 1939, ordonner les préparatifs de la future offensive à l'Ouest, en envisageant — le 18 octobre — l'invasion des pays neutres occidentaux, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg; en novembre 1939, mettre les forces armées en état d'alerte pour riposter à une éventuelle invasion franco-britannique de ces mêmes pays neutres, finalement, ordonner une guerre aéro-navale contre l'économie ennemie. A ces dispositions et à ces impératifs stratégiques, correspondent des préoccupations tactiques: la diplomatie a, là, sa partie à jouer, avant tout, pour assurer par tous les moyens à l'économie allemande son ravitaillement

continu, en contrecarrant les mesures de blocus prises par les alliés occidentaux; subsidiairement, pour atténuer les conséquences du pacte-germano-soviétique d'août 1939 auprès des pays adhérents au pacte antikomintern, pour amener enfin, en jouant habilement et cyniquement des usages du droit international comme de la menace, les pays non-belligérants à adopter une attitude strictement neutre, sinon favorable au Reich nazi.

Dans cet hiver 1939—1940, le partenaire le plus important de l'Allemagne, sans discussion, est l'U. R. S. S. La liquidation de l'affaire polonaise conduisant à l'accord germano-soviétique du 28 septembre 1939, fut la première épreuve d'une alliance toute neuve: climat de méfiance du côté de Moscou que les diplomates allemands cherchèrent à dissiper, en faisant des concessions. Le résultat le plus important en fut sans doute le protocole additionnel secret du 28 septembre 1939, déterminant à nouveau les zones d'influence des deux pays et faisant passer nommément la Lithuanie dans la zone soviétique, rendant ainsi possible la première phase de l'intervention soviétique dans les Etats baltes, seconde épreuve de l'alliance germano-soviétique. Les nécessités économiques plus encore, semble-t-il, que la volonté de respecter les accords fraîchement signés, amenèrent les représentants de Berlin à observer une stricte et constante attitude de non-intervention dans la Baltique, notamment dans le conflit opposant la Finlande à Moscou, dans ses deux phases diplomatique, puis guerrière, et à pousser sans cesse à la roue dans les négociations commerciales entre Berlin et le Kremlin. Les documents recueillis dans cet ouvrage donnent une idée nette des péripéties de ces dernières, capitales pour le Reich. Ribbentrop alla une seconde fois à Moscou, en fin septembre 1939, pour régler l'affaire polonaise, mais aussi pour amorcer sérieusement les discussions d'un accord commercial prévues dans les accords d'août 1939. On s'entendit assez vite sur les besoins de l'économie de l'Allemagne en guerre, moins rapidement sur ceux de l'U. R. S. S. En décembre 1939, les commandes formulées par une délégation commerciale soviétique, au terme de son voyage en Allemagne, provoquèrent une crise grave: jugées exorbitantes par les milieux dirigeants de l'O. K. W. et de l'économie, elles dépassaient largement les possibilités de production d'un pays en guerre. Une démarche auprès de Staline fut nécessaire pour éviter une rupture due à l'intransigeance soviétique, notamment sur les livraisons de matériel de guerre. Avec les conférences du Kremlin, dès le 31 décembre 1939, et les entretiens parallèles, les discussions furent reprises sur des bases nouvelles, les Soviétiques acceptant finalement de réduire leurs prétentions et de prévoir un délai de livraison plus éloigné pour les produits manufacturés venant d'Allemagne que pour leurs prestations en matières premières.

Ces relations avec l'Union soviétique, pays directement visé par le pacte antikomintern, suscitèrent des réactions de méfiance et des mises en garde de la part du partenaire italien. A cela, s'ajoutait le fait que Berlin ne voyait pas d'un très bon œil les démarches italiennes des derniers jours de paix

comme des premières semaines de guerre : une déclaration de neutralité italienne n'aurait-elle pas, selon la Wilhelmstrasse, engagé la Grande-Bretagne à s'allier étroitement avec la Pologne ? Même si cette sorte de « lachage » diplomatique est contesté par Rome, il suffit à créer un climat de tension, une certaine aigreur, renforcée par l'attitude équivoque de Mussolini dans les premières semaines de la guerre, dans les rapports entre les deux capitales de l'Axe. Les rapports économiques ne sont pas meilleurs : le ravitaillement en charbon de l'économie italienne, capital pour celle-ci, qui ne peut fournir des moyens de transports en suffisance, apparaît plus comme une hypothèque que comme un avantage pour l'économie de guerre des nazis, sauf à apparaître comme un moyen de sonder le blocus britannique et de brouiller Rome et Londres, à l'occasion de transports de charbon allemand par mer, par l'intermédiaire du port de Rotterdam. La visite de Ribbentrop à Rome, les 10 et 11 mars 1940, permettra la liquidation d'un contentieux important : Mussolini promet que l'Italie entrera en guerre, assurance importante dans les préparatifs stratégiques de l'offensive à l'Ouest. Le Japon lui aussi se montre réticent à l'égard des accord de Moscou. Cependant, un rapprochement nippo-soviétique, sous l'égide de Berlin, paraît avoir été envisagé, qui ne fut pas réalisé en raison des crises intérieures de l'empire japonais.

Les préoccupations économiques primèrent également dans les relations avec les neutres du Sud-Est et du Nord de l'Europe, notamment pour obtenir des livraisons continues de minerai de fer suédois, de pétrole roumain ou de chrome turec : quelle meilleure définition des principes de négociation dans ce domaine peut-on trouver que cette phrase d'une dépêche de Berlin à l'ambassadeur von Papen : « ...L'économie de guerre allemande n'est pas intéressée par le trafic le plus considérable possible avec le plus de pays possible, mais par la distribution la plus sage possible d'exportations allemandes dont le volume est limité par suite des conditions qui régissent la question des matières premières, celle de la capacité et celle du transport. A cet égard, les pays qui peuvent nous fournir des produits essentiels pour la conduite de la guerre sont pour nous de première importance. » La monnaie d'échange principale fut constituée par du matériel de guerre, éminemment précieux, dont il s'agissait de doser habilement les livraisons. Le matériel d'armement fut aussi monnaie d'échange pour obtenir le respect des engagements de neutralité dans les relations avec les Pays-Bas et la Grèce notamment. Face à la Belgique, la politique allemande se trouva en difficultés pour contrecarrer les menaces — non prouvées — de la France et de la Grande-Bretagne et pour dissimuler les intentions agressives de Berlin : le souvenir de 1914, autant que les survols du territoire belge par la Luftwaffe — prouvés par l'atterrissage forcé près de Malines, d'un avion allemand transportant des documents compromettants qui ne purent, semble-t-il, être détruits dans leur totalité — provoquèrent une crise de confiance presque continue. Dans le cas de la Norvège, la Kriegsmarine semble avoir cherché, dès octobre 1939, que l'Allemagne obtienne dans ce pays des bases

navales, allant jusqu'à recommander, face aux actions de la marine de guerre britannique au début de 1940, une occupation préventive de l'Etat scandinave pour briser le blocus et pour éviter la coupure de la route du minerai de fer suédois par Narvik. Les enquêtes faites sur Quisling, les prises de contact répétées avec celui-ci montrent que la recommandation ne fut pas négligée: seule l'attitude ferme, mais prudente, de la Norvège dans l'affaire de l'*Altmark* enleva aux Allemands l'occasion d'une intervention armée en février 1940, d'une application de préparatifs militaires ordonnés par Hitler dans l'une de ces fameuses «directives pour la conduite de la guerre».

Au moment où éclata la guerre, les relations entre Berlin et Washington étaient déjà détériorées: le chargé d'affaire allemand dans la capitale américaine montre clairement dans ses dépêches les variations de l'opinion publique des Etats-Unis parallèlement aux évolutions de la politique du président Roosevelt. La politique de la Wilhelmstrasse, prudente parce que consciente de sa faiblesse sur ce terrain, chercha à éviter tout incident, en conflit sur ce point avec les organisations nazies des U. S. A. et les services d'espionnage de l'Abwehr. La mission Sumner Welles fut l'occasion pour Berlin de répéter — sans illusions — sa volonté d'améliorer les relations avec Washington. Les rapports diplomatiques concernant la visite du représentant personnel du président américain, dont le chargé d'affaire allemand souligne très justement l'aspect politique autant qu'électoral au moment où F. D. Roosevelt cherche à accentuer l'aide aux Alliés et à briguer un troisième mandat présidentiel, prouvent, au terme de cette période, la volonté allemande de conduire la guerre jusqu'au bout, le temps des tentatives pacifiques étant passé et la Grande-Bretagne étant d'ailleurs responsable du conflit comme de l'échec de ces tentatives, selon l'optique passionnelle et obstinée d'Hitler. Pour Berlin, la tentative américaine était vouée à l'échec: les opérations de guerre active, qui suivirent de quelques semaines la visite du diplomate américain à Berlin, étaient en préparation depuis plusieurs mois; une idéologie de guerre était en cause. Il faut souligner, sur ce dernier point, l'intérêt, pour la connaissance de la personnalité d'Hitler, de certains rapports sur ses entrevues avec Ciano ou Sumner Welles, Sven Hedin ou Colin Ross, ou avec les chefs militaires allemands, qui révèlent cet étrange et inquiétant messianisme qui est, à l'origine du conflit, comme un élément majeur.

Notons enfin, restriction importante, qu'aucun des index, catalogue de documents ou notices biographiques qui figurent dans l'édition en langue anglaise, ne se retrouve dans la publication française, ce qui rend difficile l'usage de ce recueil de documents, pourtant infiniment important.

Lausanne

Jean-Pierre Aguet